

LA LIBRE-PENSÉE  
D'ANVERS.

CONGRÈS UNIVERSEL DE BRUXELLES  
SEPTEMBRE 1895.

# RAPPORT

SUR LA 4<sup>me</sup> QUESTION :

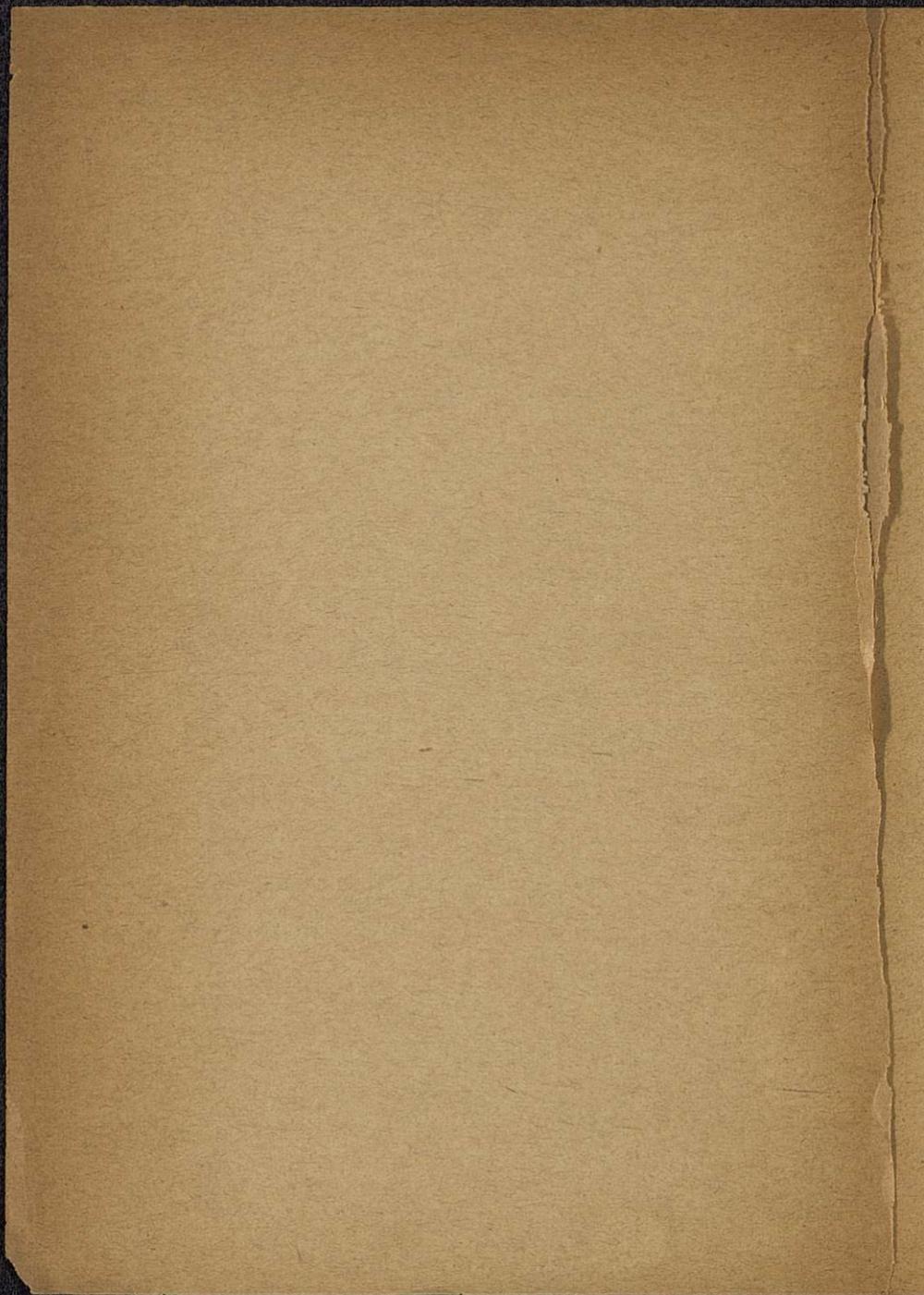
De l'influence de la Libre-Pensée sur la condition  
économique, morale et sociale de la femme.



ANVERS

IMPRIMERIE B. J. MEES, RUE DU CONGRÈS, 24-28

1895



## RAPPORT.

Chaque phase de l'histoire de l'humanité porte en elle-même son enseignement qui domine, de toute son importance, la vie sociale, lui fait prendre son caractère propre ou la différencie complètement de la vie sociale antérieure.

Le 16<sup>me</sup> siècle est rempli des bruits de lutte contre l'Inquisition ; la conquête de la liberté religieuse absorbe toutes les activités, toutes les aspirations se trouvent limitées à cette seule question qui, caractérisant nettement l'époque, fut un facteur puissant de progrès et d'émancipation.

Quelle que fut, spécialement dans notre pays, l'issue de cette lutte gigantesque, l'humanité sortit grandie de son opposition contre la domination de l'Eglise. La question de l'égalité religieuse posée, celle de l'égalité politique devait lentement surgir et peser sur les préoccupations d'une époque.

Les encyclopédistes du 18<sup>me</sup> siècle préparèrent la Révolution française qui, en établissant l'égalité de droit, devait donner naissance à ce problème redoutable de l'égalité de fait.

Le pouvoir religieux et le pouvoir politique étant ruinés, le pouvoir économique absolu devait à son tour être

soumis à la critique et subir bientôt les assauts répétés d'une nouvelle doctrine : la philosophie du pauvre.

La transformation, au cours du 19<sup>me</sup> siècle, de l'industrie de manufacture en industrie de fabrique, c'est à-dire la substitution de la machine à l'outil, en bouleversant le mode de production, accentuait de plus en plus l'inégalité de fait, amenait sur le marché du travail une concurrence effrénée de bras et rendait la vie impossible à ceux qui, moins bien outillés, luttèrent pour le maintien de leur influence sur le marché international.

La question sociale se posait ainsi de plus en plus troublante ; elle s'imposait, par la force irréductible des circonstances, à l'attention des masses ; le Socialisme, pareil à un nouveau Messie, fort de sa puissante critique des inégalités de la société moderne, leur annonçait la nouvelle doctrine, bien autrement bienfaisante et consolatrice que les anciennes religions dont, au point de vue moral, elle prendra un jour la place.

Bien plus, les questions qui passionnaient les siècles précédents semblaient être résolues ; l'égalité religieuse et l'égalité politique étaient entrées dans le domaine des faits.

La philosophie moderne s'essayait à une nouvelle science, la sociologie, faisant principalement ressortir la corrélation étroite entre la question économique, base de toute organisation sociale et la question génésique, c'est-à-dire l'union sexuelle et la famille par lesquelles s'opère la première élaboration sociale.

Dans ces conditions, est-il étonnant que les Sociétés de Libre-Pensée, entraînées dans le mouvement dans lequel d'autres organisations les avaient précédées, mettent l'étude de la question sociale à l'avant-plan de leurs préoccupations.

Répondre négativement serait méconnaître singulièrement la réalité des faits et surtout nier leur influence sur l'ensemble des actes collectifs. Il est impossible de se soustraire au matérialisme de l'histoire : autant vouloir prétendre se soustraire aux effets de la loi de l'attraction universelle.

Sous réserve des observations qui précèdent, j'aborde ou plutôt je critique la question de l'influence de la Libre-Pensée sur la condition morale, économique et sociale de la femme.

Une première objection se présente à l'esprit. La question est-elle bien posée, ou plus clairement est-elle conforme au classement hiérarchique des faits sociaux observables ?

Et puisque on nous demande de nous prononcer sur l'influence de la Libre Pensée sur la condition *morale* de la femme, ne faudrait-il pas formuler brièvement ce que la science entend par morale ?

Nous essayerons de répondre à cette seconde proposition que nous ramènerons à la première, nous efforçant de démontrer que les deux propositions se confondent.

Herbert Spencer qualifie la morale de règles de la conduite droite, et comme aujourd'hui les prescriptions morales perdent l'autorité qu'elles devaient à leur origine sacrée, *la sécularisation de la morale* s'impose, conclut ce maître de la pensée.

La morale ayant donc perdu toute sanction supraterrrestre, il faut, sous peine qu'elle disparaisse, l'asseoir sur une base solide qui défie l'instabilité des conceptions théologiques et métaphysiques

Si de plus on admet qu'elle est la science des mœurs, ce qui nous paraît incontestable, le domaine de la morale s'étend sur la conduite individuelle et sur la conduite collective.

On arrive ainsi logiquement à cette conclusion formulée par Hector Denis « que la morale positive a pour base les » conditions nécessaires de l'existence normale et de l'amélioration humaine. »

Mais pour que l'existence de la vie soit normale, il faut que les besoins légitimes de l'individu soient satisfaits ; la question économique et la question génésique, c'est-à-dire le besoin de se nourrir et de se reproduire, reviennent ainsi au premier plan ; et pour que l'amélioration humaine soit effective, il faut que la société mette chaque individu dans la possibilité d'acquérir ce qui lui est nécessaire à l'existence normale.

Les phénomènes économiques et génésiques, par suite de leur généralité, se trouvent, nous pouvons du moins le conclure de ce qui précède, à la base de la classification hiérarchique des phénomènes sociaux.

Cela étant admis, nous sommes autorisés à dire que la question soumise au Congrès aurait pu être mieux formulée en donnant à l'amélioration de la condition économique de la femme le rôle que la sociologie lui assigne.

Superficiellement il peut paraître étrange qu'au sujet de la question de l'influence de la Libre-Pensée sur la femme, la question économique soit prise comme base de la discussion.

Il convient de remarquer que, dans le système que nous préconisons, nous attachons une importance prépondérante, à côté évidemment des conditions territoriales et physiologiques, aux conditions économiques imprimant aux fonctions et aux organes sociaux leur empreinte indéniable, centralisant ou différenciant ces mêmes fonctions selon la nature même des progrès acquis.

Pour rendre cette idée plus claire, prenons pour généralité une nation essentiellement militaire et une autre essentiellement industrielle. Analysons les fonctions et les organes régulateurs de la vie sociale, et immédiatement la différence de la structure d'ensemble apparaîtra d'une façon nette et précise.

Quelle différence, en effet, entre la Russie militaire et l'Angleterre industrielle. Aucun des organismes dont cette dernière s'honore, tels que trade-unions, coopératives, chambres de commerce, chambres d'arbitrage, chambres de conciliation, ne se retrouvent chez la première.

La différenciation des fonctions, condition première de tout progrès, caractérise encore mieux la grande supériorité de l'état industriel sur l'état militaire. Il est inutile de faire des comparaisons désobligeantes, mais on peut dire que dans les pays où l'esprit militaire conserve encore un grand empire sur les masses, l'influence du parlementarisme est amoindri et contrarié ou remplacé par la volonté du chef des armées.

Laissons les généralités et les comparaisons de pays à pays qui semblent peut-être quelque peu déplacées dans un rapport d'une société de libre-pensée.

Spécialisons les principes et demandons nous avec Guillaume De Greef (*Les Lois Sociologiques*) :

« Qu'est-ce au point de vue politique, au point de vue  
» du droit, de la morale, de la culture scientifique et  
» artistique, de la vertu et de la dignité domestiques, une  
» famille où le père, la mère et même les enfants sont, par  
» le fait de notre organisation ou plutôt de notre désorga-  
» nisation industrielle, condamnés à ne se voir pour ainsi  
» dire jamais, à vivre dans la promiscuité dans un taudis

» infect, où l'enfant est arraché à l'école trop tôt, où la  
» femme est détournée du ménage et de sa fonction éduca-  
» trice, où le père est enlevé à tout et à tous pendant les  
» trois quarts de la journée, n'ayant plus d'autre besoin en  
» rentrant de l'ouvrage que celui de manger, de boire et de  
» dormir, sans la moindre préoccupation morale ni intel-  
» lectuelle ; il n'en a pas le loisir, ni sans autre excitation  
» idéale que celle que peut procurer l'alcool. »

La subordination des fonctions les plus hautes, la morale par exemple, sur laquelle pour sa propagande la Libre-Pensée doit s'appuyer, aux fonctions plus simples, de celles notamment relatives à la vie économique, est ici complète.

Si du domaine des principes, on passe dans le domaine des faits, on constate que dans les périodes de crise la matrimonialité diminue et la criminalité augmente. Comme le dit Herbert Spencer, il est insensé de croire qu'il est possible de séparer l'esprit du corps.

La conclusion s'impose : si la Libre-Pensée veut acquérir de l'influence sur la femme, il faut qu'elle s'applique constamment à améliorer sa situation économique ; ici de nouveau, elle se trouve devant la question sociale. Lui défendre, nous ne savons sous quel prétexte, de s'occuper, ne fût-ce que théoriquement de ce troublant problème, c'est la condamner à voir rester stériles ses meilleurs tentatives, c'est la condamner à la mort par l'inertie.

Est-ce à dire que toute influence nous échappe sur la conduite individuelle. Une telle appréciation ne peut évidemment s'accréditer, ce serait aller du déterminisme scientifique au fatalisme empirique ; mais pour que l'influence soit réelle, il faut que la Libre-Pensée soit indissolublement liée à la question sociale, il faut que la question

économique serve de base à la morale sécularisée qui à elle seule démontre la légitimité du mouvement rationaliste.

Acceptant les prémisses qui viennent d'être posées, la Libre-Pensée aura de l'influence sur la condition morale et sociale de la femme.

Nier cette influence serait nier la légitimité même de la sociologie, en tant que science distincte, ce serait nier, suivant la belle expression d'un maître, que « les sociétés » humaines aient le pouvoir, dans les limites naturelles, » d'abrèger ou d'augmenter spontanément le cours de leur » existence. »

*Ainsi présenté en assemblée générale, le 13 Septembre 1895.*

— — —